

LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DU P.C.I. ET DE LA « IV^e INTERNATIONALE »

NOTE. — Notre groupe s'est constitué en août 1946 en tant que tendance au sein du P.C.I., qui préparait alors son III^e Congrès. Il a progressivement développé les positions qui se trouvent aujourd'hui exposées sous une forme systématique, quoique succincte, dans ce premier numéro de « Socialisme ou Barbarie », à travers le III^e Congrès du P.C.I. (septembre 1946), sa Conférence nationale sur la question russe de Juillet 1947, le IV^e Congrès du P.C.I. (novembre 1947), la Conférence préparatoire pour le Congrès Mondial de l'Internationale (mars 1948), le deuxième Congrès mondial de la IV^e Internationale (avril 1948) et le V^e Congrès du P.C.I. (juillet 1948).

Ce développement idéologique, l'éloignant de plus en plus des positions du trotskysme officiel, l'a mené à poser le problème de la rupture avec celui-ci. Ce fut l'expérience du V^e Congrès du P.C.I. qui nous amena à prendre une décision définitive dans cette direction. Ce Congrès démontra en effet d'une manière irrévocable d'une part la décomposition complète de l'organisation trotskyste, son incapacité totale d'être autre chose qu'une porte de passage pour des militants qui constamment entrent et sortent et surtout sa dégénérescence politique sans appel. Non seulement ce Congrès entérinait d'un bout à l'autre les décisions opportunistes du Congrès de l'Internationale qui venait d'avoir lieu et les méthodes bureaucratiques qui y avaient présidé, non seulement il ne protestait pas contre le nouveau cours de réforme du stalinisme entamé par le Secrétariat International avec sa « Lettre au P.C. Yougoslave », mais il s'avérait incapable d'analyser l'expérience de l'organisation française, qui venait de subir une crise réduisant ses effectifs de la moitié par la scission de la tendance droitière qui est entrée au R.D.R. dès la constitution de celui-ci. Le Congrès démontrait même que, à part quelques très rares exceptions, les militants du P.C.I. étaient profondément démoralisés et incapables dans les conditions actuelles de progresser politiquement. Dans ces conditions, nous ne pouvions nous orienter que vers une rupture définitive avec une organisation dont non seulement le programme et l'idéologie nous étaient devenus complètement étrangers, mais qui ne pouvait même pas nous offrir un terrain de progression politique et organisationnelle.

Cette rupture, nous devions cependant la préparer, en posant les bases d'une existence autonome de notre groupe. Au Comité central du P.C.I. d'octobre 1948, nous avons déjà déclaré que nous refusions dorénavant tout poste responsable et que nous militerions désormais uniquement à la base de l'organisation. Mais même ceci n'a pu être fait, à cause aussi bien des exigences de la préparation de notre travail autonome que de la décomposition du P.C.I. lui-même. Nous avons fait connaître notre décision de sortir du P.C.I. à la session du Comité Central de janvier 1949, auquel nous avons demandé de pouvoir nous expliquer devant une Assemblée de la région parisienne du parti et de publier une déclaration politique dans le Bulletin Intérieur du Parti. Le comité central nous a répondu quelques jours après qu'il nous donnait trois pages dans le B.I. pour cette déclaration. Sur la question de l'Assemblée Régionale nous n'avons pas jusqu'ici reçu de réponse.

Dans ces conditions, et malgré notre désir d'éviter la publication de textes qui peuvent ne pas intéresser une partie des lecteurs, nous sommes obligés de publier ici même cette déclaration.

Camarades,

Il y a quatre mois, à la dernière réunion du C.C., après avoir exposé notre conception sur la situation et les tâches d'une organisation révolutionnaire, nous avons présenté une déclaration concernant l'attitude de nos camarades dans le Parti. Dans cette déclaration, nous constatons l'incompatibilité croissante entre le point de vue de notre tendance et celui de la majorité du C.C., comme aussi l'impossibilité d'associer les uns et les autres dans un travail commun de direction.

En fait, dès le lendemain du V^e Congrès, dont le caractère nous a définitivement éclairés, notre tendance a décidé unanimement de rompre avec l'organisation du P.C.I. Nous nous étions cependant fixés un délai afin de consolider nos propres liens organisationnels et de préparer un exposé approfondi et documenté de l'ensemble de nos positions, avant de consommer cette rupture. En ce sens, nous avions engagé nos camarades à continuer à militer dans le P.C.I. jusqu'au moment opportun. Mais l'extrême décrépitude dans laquelle est tombée l'organisation et qui fait de la présence dans le Parti une perte sèche de temps et un pénible devoir, les exigences de notre propre travail de groupe autonome, enfin le sentiment bien compréhensible chez nos camarades qu'il y a une absurdité à participer aux préoccupations et à la vie des cellules lorsque celles-ci nous sont de plus en plus étrangères, ces divers facteurs ont fait que la presque totalité des camarades de notre tendance ont cessé d'eux-mêmes à militer dans le P.C.I. et ont précipité ainsi notre sortie de fait de l'organisation.

Aujourd'hui, nous venons donner une forme publique à cette rupture définitive. Dans quelques jours, le premier numéro de *Socialisme ou Barbarie*, qui sera l'organe de notre groupe, va paraître.

Il est donc temps de mettre les choses au point et de dissiper les équivoques.

La décision que nous vous faisons connaître aujourd'hui ne vous surprendra que très peu sans doute; les désaccords auxquels nous étions parvenus et qui concernent pratiquement toutes les questions sur lesquelles il peut y avoir désaccord, impliquaient une rupture organisationnelle. Ces désaccords, s'ils se sont approfondis, ne sont cependant pas nouveaux; mais, outre le temps qu'il nous a fallu pour clarifier le caractère principal de nos divergences, il nous a surtout fallu une expérience longue pour constater l'effondrement définitif de l'organisation française et l'état sans espoir de l'organisation internationale qui ne permettent, ni l'un ni l'autre, pas même un travail de fraction fructueux. Nous avons en plus compris qu'il devenait périlleux de participer plus longtemps à l'organisation. Dans cette petite machine qui tourne lentement à vide nous pouvions craindre que nombre de nos camarades ne soient eux-mêmes ensevelis sous la poussière qui s'en dégage. Dans notre revue, les camarades qui voudront, pourront trouver, numéro après numéro, l'exposition de nos conceptions. Mais n'ayant nullement l'envie de commencer une polémique publique avec vous, il y a une tâche que nous ne pouvons remplir que dans le cadre de cette lettre: faire la critique, pour nous définitive, de votre politique, et dresser le bilan de la faillite du P.C.I. sur les plans idéologique, politique et organisationnel, plans que nous concevons comme étroitement liés et n'exprimant, en définitive, qu'une seule et même chose.

On a beaucoup parlé de la crise du P.C.I. et des thèses et contre-thèses ont été éditées à ce sujet par les multiples fractions qui se sont succédées au sein du Parti. Pour certains, la crise venait du caractère sectaire du Parti, de son incapacité d'aller aux masses, de se mêler à tous les événements existants, de parler le langage que parlent les masses (stalinien ou réformiste); pour d'autres, la crise venait de la mauvaise organisation du Parti, du manque de travail des militants, qui ne savaient pas se comporter selon les normes du « Programme Transitoire », et ainsi un *mea culpa* leur était périodiquement proposé (Privas); ou bien-encore, la crise venait de la présence chronique des éléments opportunistes droitiers au sein de l'organisation qui empêchaient le Parti de consacrer ses efforts au travail vers l'extérieur.

Ces bavardages sur la crise du P.C.I., qui ont constitué, pendant des périodes entières, la principale activité de l'organisation se passent de commentaires. Pour nous, qui considérons objectivement l'ensemble de l'activité de l'organisation trotskiste française depuis bientôt vingt ans, nous sommes forcés de voir que la « crise » n'est pas accidentelle, mais qu'elle constitue un trait déterminant de sa nature. Il y a une crise chronique, une crise permanente — dont les scissions ne représentent que des moments particulièrement caractéristiques — ou, plus exactement, il n'y a pas de crise du tout, car parler de « crise » serait supposer l'existence d'un organisme qui fonctionne entre les crises, tandis que la caractéristique essentielle du trotskisme a été l'incapacité d'atteindre le niveau d'une organisation constituée, l'incapacité radicale de parvenir à l'existence. On ne peut pas se boucher les yeux au point de ne pas voir que le problème fondamental pour le P.C.I., depuis sa fondation formelle, est celui de sa constitution. Force est de reconnaître que ce problème, posé depuis quinze années, n'a jamais été résolu.

Cette incapacité ne se comprend qu'à partir d'une autre incapacité plus profonde, celle de trouver une base *d'existence idéologique autonome*. C'est parce que l'organisation trotskiste a été incapable de se séparer radicalement et organiquement du stalinisme, parce qu'elle n'est restée, au mieux, qu'une opposition à celui-ci, ou comme on l'a dit, un appendice du stalinisme, qu'elle n'a jamais pu se construire. La « IV^e Internationale » n'a pas conquis son autonomie, parce que celle-ci exigeait une critique radicale et une analyse définitive de l'évolution et de la dégénérescence de l'organisme dont elle procédait, de la III^e Internationale. Ce n'est qu'à partir de cette analyse et de la destruction radicale de l'idéologie stalinienne qu'elle aurait pu poser les fondements de sa propre existence. C'est ainsi que la III^e Internationale s'était imposée, à partir de la caractérisation économique et sociale exhaustive de la II^e Internationale et de son réformisme.

En quel sens le stalinisme correspond à un nouveau stade de l'économie mondiale? Quelles sont les couches dont il représente les intérêts? Quels liens unissent-ils les partis staliniens avec la société bureaucratique russe? Quel est le rôle de la politique stalinienne, engagée dans la lutte à la fois contre la bourgeoisie possédante et contre le prolétariat? Le trotskisme n'a pas abordé ces questions, il n'a cessé de considérer le stalinisme comme un « parti ouvrier collaborant avec la bourgeoisie », s'agrippant à cette définition chaque jour démentie par les faits et s'interdisant de faire comprendre quoique ce soit à l'avant-garde ouvrière; il est apparu et il fut effectivement un parent aboyeur du stalinisme employant une phra-

séologie révolutionnaire, mais restant dans le fond son partenaire (comme le montrent ses mots d'ordre fondamentaux de « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. » et de « Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. »).

Il suffit ici de rappeler les propositions que, dans *La Vérité*, Pierre Frank adressait à Staline (1) en vue d'un accord pour la meilleure défense de l'U.R.S.S.; il suffit aussi de rappeler la politique suivie avec persévérance par la direction du P.C.I. sur la question gouvernementale, par le mot d'ordre « Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. », forme suprême et en même temps la plus criminelle du front unique avec le stalinisme. Voici comment s'exprimait à ce sujet le représentant le plus qualifié de cette direction, Privas (B.I. n° 37, décembre 1946): « La question de notre soutien politique au gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. se pose. Il est (ce soutien) conditionné par la loyauté de ce gouvernement envers le programme anticapitaliste et envers les masses. S'il applique réellement un tel programme, s'il fait réellement appel à l'action et à l'organisation des masses, nous lui accorderons notre confiance; quant à notre participation, elle ne pourrait se poser qu'après qu'il aurait prouvé qu'il mérite notre confiance et qu'il poursuivrait son action de destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Il serait tout à fait faux aujourd'hui, avant d'avoir vu les dirigeants des partis traditionnels à l'œuvre, de nous engager. De toutes façons, notre participation à la lutte des masses contre la bourgeoisie et ses forces de répression est acquise à l'avance sans conditions. »

Si on laisse de côté la sauce « révolutionnaire », le contenu de ce texte est clair: en décembre 1946, la direction trotskiste « n'a pas encore vu les dirigeants » staliniens et réformistes à l'œuvre! Elle ignore ce qui va se passer lorsque les staliniens seront au pouvoir! Ce pouvoir, par ailleurs, elle l'appelle par son agitation quotidienne: « Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. », inscrit sur les murs, titré dans *La Vérité*. Mais attention: elle l'appelle, elle dit aux masses qu'il faut l'instaurer, mais elle ne le soutient pas: elle ne le soutient que s'il « applique réellement un programme anticapitaliste ». Que répond-elle aux ouvriers qui, étonnés, lui demandent: Comment, vous demandez un tel gouvernement et vous ne le soutenez pas? Mystère. Elle répond peut-être: Nous le soutiendrons s'il applique tel ou tel programme. Vous ne savez donc pas quel programme le P.C. au pouvoir est capable de réaliser? Peut-on concevoir que le P.C. au pouvoir applique un programme « faisant appel à l'action et à l'organisation des masses »? Et s'il le peut, en principe, alors pourquoi constituer des nouveaux partis et ne pas essayer de persuader le P.C. à appliquer ce « programme révolutionnaire »? Et à quoi rime cette distinction entre les conditions du soutien et les conditions de participation à un tel gouvernement, qui dans le texte de Privas reviennent exactement au même?

On ne peut pas vider par la cuiller de la critique l'océan d'une telle imbécillité. Il nous suffit de constater qu'à travers leurs mots d'ordre les plus courants, les dirigeants trotskistes montrent non seulement qu'ils n'ont rien compris à la réalité actuelle, mais qu'au fond d'elle-même cette « direction révolutionnaire de l'humanité » ne s'est jamais prise au sérieux et qu'elle considère que les tâches révolutionnaires, pourraient très bien être accomplies par le stalinisme. Nous verrons plus loin que ce point a beaucoup plus d'importance encore qu'il n'en paraît avoir à première vue.

Ce collage éperdu au stalinisme se traduit encore non seulement par le fait que toute l'agitation et la propagande du P.C. est à chaque coup définie en fonction du stalinisme (le P.C. dit ceci ? Alors il faut répondre cela; le P.C. fait-il tel « tournant » ? Alors il faut le mettre au pied du mur, etc...) mais essentiellement pas la politique du Front Unique avec le stalinisme.

La lutte que la tendance « trotskiste orthodoxe » (majorité actuelle du P.C.I. et de la IV^e Internationale) a menée contre la conception que la « droite » défendait sur le Front Unique, n'a été que la couverture idéologique d'une rivalité de clan et un moyen de faire passer en définitive des conceptions non moins opportunistes. Laissant même de côté les questions de la « défense de l'U.R.S.S. » et du gouvernement stalino-réformiste, nous ne pouvons que constater que dans l'essentiel, la politique que la « droite » avait menée lorsqu'elle avait la direction du P.C.I. (1946-1947) et la politique que la direction actuelle a menée par la suite sont identiques. L'incapacité radicale de se distinguer des staliniens, l'essai de présenter les staliniens comme des réformistes, le ridicule même d'un « Front Unique », dans lequel, s'il venait à se réaliser, le P.C. serait tout et le P.C.I. rien, ont été les caractéristiques de toutes les campagnes de *La Vérité* sur cette question.

« Ressouder le front prolétarien », comme le répète constamment la direction, refuser de le laisser se diviser en deux blocs, le bloc staliniens qui suit Moscou et le bloc réformiste qui suit Washington, voilà ce qui nous est présenté aujourd'hui comme l'héritage essentiel de la tactique léniniste. C'est tout simplement cacher au prolétariat que le P.C. et le P.S. ne sont pas des partis ouvriers, que leur politique n'est pas « fondamentalement fautive », comme le dit stupidement la thèse majoritaire pour le V^e Congrès, mais qu'elle représente des intérêts sociaux hostiles à ceux du prolétariat. Quand la majorité actuelle dit que la tactique du Front Unique est une « arme de délimitation politique » (même thèse), nous retrouvons là le même argument, et avec les mêmes mots, que la « droite » mettait en avant lorsqu'elle avait la direction et que les majoritaires n'ont jamais combattu que verbalement, comme le prouve cette déclaration typiquement opportuniste de Bleibtreu, alors secrétaire général du Parti (rapport politique au Comité Central du 31 mars 1946) : « En développant notre programme de lutte de classes nous mettons en lumière la trahison stalinienne et réformiste. Une délimitation particulière est superflue et ne peut prendre que la forme de l'antistalinisme, qui nous fait perdre l'oreille des masses (!) » (Souligné par nous.)

Mais le collage au stalinisme et la parenté profonde avec celui-ci se manifestent aussi sur d'autres points, encore plus importants. Le plus essentiel, parmi ceux-ci, c'est peut-être l'incapacité d'impulser un regroupement ouvrier autonome, et même l'hostilité mal cachée vers de telles formes de regroupement que la direction du P.C.I. a manifestée vis-à-vis des rares Comités de Lutte qui sont apparus en 1947. Le P.C.I. a simplement tenté de faire de ces Comités de Lutte des annexes trotskistes, les empêchant de jouer leur rôle de regroupement des ouvriers d'avant-garde en dehors des partis. L'orientation obstinée vers les syndicats traditionnels (alors qu'il s'est avéré impossible de construire une tendance révolutionnaire dans les syndicats bureaucratisés) ne fait que traduire la volonté de maintenir les ouvriers dans les organisations traditionnelles, où ils peuvent être contrôlés.

Le but du P.C.I. n'est pas d'impulser la création d'organes autonomes de la classe, mais de prendre dans les syndicats la relève du P.C. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter certains passages essentiels de la thèse majoritaire du V^e Congrès : « Le rapport des forces internes à la classe ouvrière implique que si même le parti a une juste ligne politique, c'est seulement dans des secteurs limités qu'il peut disputer le contrôle de la direction aux staliniens. » Et encore : « L'avant-garde stalinienne est sensibilisée à notre programme révolutionnaire, ce qui ne signifie nullement qu'elle est prête à passer sous le contrôle de notre parti. » (Souligné par nous.)

Egalement significative est l'obstination de la direction du P.C.I. à voir l'avant-garde réelle de la classe ouvrière dans l'avant-garde stalinienne : « Dans son ensemble, la classe ouvrière ou plutôt les éléments déterminants de celle-ci, ne voient pas d'autre direction politique que celle du P.C.F. » (même thèse). La direction du P.C.I. ne veut pas simplement dire par là que les ouvriers staliniens, par le seul fait qu'ils se battent, constituent l'avant-garde — ce qui déjà serait faux — elle veut surtout dire que l'avant-garde stalinienne, parce qu'elle lutte derrière un parti aussi bien organisé que le P.C. est infiniment plus intéressante que les éléments anarchisants ou gauchisants mais sans parti qui s'insurgent actuellement contre toute forme de bureaucratisation et ne sont nullement « prêts à passer sous le contrôle du P.C.I. ».

Mais il faut également révéler l'opportunisme et l'abandon du marxisme révolutionnaire dans les conceptions « théoriques » de la direction trotskiste. Disons tout de suite que le mot « théorique » est fort exagéré à ce propos, car depuis la mort de Trotsky ses épigones n'ont fait que vulgariser, rabaisser et vider de tout contenu l'héritage de celui-ci et le marxisme en général. Il est étonnant de constater que, pendant dix ans, ces « dirigeants » ont été incapables de produire autre chose que des articles illisibles, rébarbatifs et remplis de plates banalités pour les « Bulletins Intérieurs », et qu'ils enseignent aux ouvriers qui adhèrent à la « IV^e Internationale » une bouillie boukharinienne présentée comme du « marxisme ». Force est, cependant, d'essayer d'extraire de toutes ces platitudes un semblant de conception d'ensemble, pour apprécier à sa juste valeur l'idéologie trotskiste officielle entre 1940 et 1948.

I. — En ce qui concerne la situation historique du capitalisme, la direction du P.C.I. et de la « IV^e Internationale » en est restée à l'analyse que Lénine faisait de l'impérialisme en 1915, et souvent même en deçà de celle-ci. Pour Lénine, l'impérialisme était né de la concentration continue des forces productives (du capital et du travail) et cette concentration amenait la suppression graduelle de la concurrence. Mais cette concentration ne s'est pas arrêtée en 1915, comme toutes les conceptions de la majorité du P.C.I. le supposent; elle a continué en s'amplifiant et en prenant des nouvelles formes, dont la fusion des différents monopoles eux-mêmes, la fusion progressive du capital et de l'Etat, les nationalisations en France et surtout en Angleterre, l'étatisation complète de l'économie sous l'égide d'une bureaucratie exploiteuse (comme dans toute la zone russe), la vassalisation de l'Europe et de l'ensemble des pays bourgeois par l'impérialisme yankee ne sont que des aspects particuliers. Tous ces phénomènes, qui sont précisément les traits caractéristiques de l'époque concrète dans laquelle nous vivons et qui la dis-

tinguent des époques précédentes, sont ignorés par la majorité ou considérés comme dénués d'importance. A la suite de quoi ses « analyses » de la situation actuelle se ravalent fatalement au niveau d'un journalisme provincial. Ainsi, par exemple, lorsqu'il s'agissait de la caractérisation de la crise du capitalisme à l'issue de la deuxième guerre mondiale, la majorité n'a pu faire autre chose que de citer les niveaux de la production, voulant « prouver » cette crise par le fait que la production des pays capitalistes n'avait pas rattrapé ses chiffres d'avant-guerre (cf. thèse de la majorité pour les III^e et IV^e Congrès du P.C.I.). Ce qui est encore plus ridicule, les raisons qu'elle donnait pour la baisse de la production étaient des raisons au fond conjoncturelles. Lorsque nous avons montré (dans un texte de mai 1947 et plus amplement dans notre thèse pour le IV^e Congrès du P.C.I.) que les chiffres de la production mondiale avaient déjà dépassé ceux d'avant-guerre, et que le moteur de la crise du capitalisme était à chercher ailleurs (dans la disproportion du développement économique entre l'Europe et l'Amérique, dans la dislocation du marché mondial), lorsque la production européenne elle-même dépassa ses chiffres d'avant-guerre, alors les leaders majoritaires ont écrit (thèse de la majorité pour le V^e Congrès) : « La crise objectivement révolutionnaire née de la guerre n'est pas terminée. Elle ne le serait que lorsque la bourgeoisie aurait réussi à rétablir une nouvelle division du travail, un nouveau marché mondial... » en montrant par là qu'ils n'avaient rien compris à l'affaire, car ce qui est précisément le fond de la situation actuelle est qu'une telle restauration d'un « marché » mondial capitaliste est impossible, et que la seule possibilité « d'équilibre » pour les classes exploiteuses se trouve dorénavant dans la domination d'un seul impérialisme sur l'économie mondiale.

Si Lénine constatait que le monopole supprime la concurrence, ce n'était pas pour des prunes, ni par amour du détail pittoresque. Suppression de la concurrence signifie suppression du marché capitaliste mondial au sens établi de ce terme; parler de « rétablissement d'un nouveau marché mondial » signifie vouloir renverser la tendance dominante de l'évolution capitaliste.

Un autre exemple significatif, c'est l'attitude de la Majorité devant le « Plan Marshall ». Face à celui-ci, tout ce que son marxisme lui inspira, fut de dire « qu'en tout cas il ne porterait ses effets qu'à partir de 1949 » ! Quels seraient ces effets ? Le capitalisme pourrait-il atteindre une « stabilisation relative » par le plan Marshall ? A défaut de celle-ci, des nouveaux rapports économiques entre l'Europe et l'Amérique étaient-ils établis, les impérialismes européens pourraient-ils maintenir dans ce cadre leur indépendance ? Sur toutes ces questions d'une importance théorique et pratique extrême, le silence le plus complet continue à régner dans les textes de la majorité.

Nous touchons ici un point théorique important. Pour Lénine, l'essence de l'impérialisme consistait en ce que *plusieurs ou au moins deux blocs impérialistes* rivaux étaient constamment en lutte (« pacifique » ou violente) pour un nouveau partage du monde. Que se passe-t-il aujourd'hui ? Pour la majorité, la Russie n'est pas un Etat impérialiste, mais un « Etat ouvrier dégénéré » qu'il faut défendre. Dans le reste du monde, on voit difficilement les Français ou les Anglais, même dans l'avenir le plus lointain, partir en guerre contre les U.S.A. Nous avons donc un *seul bloc impérialiste* dorénavant ! Comment ceci est-il conciliable avec l'analyse léniniste de l'impérialisme ?

Mais pour la direction trotskiste actuelle, ce sont là des subtilités indignes d'attention. Tout ce qu'elle demande, c'est qu'on ne trouble pas son sommeil idéologique.

II. — Nous ne voulons pas non plus nous étendre sur nos divergences avec la majorité sur la question russe, divergences qui sont assez connues dans le P.C.I. Mais il est nécessaire d'exposer clairement la signification de l'attitude de la majorité du point de vue du marxisme et de la lutte de classes.

Pour la majorité, la Russie est un « Etat ouvrier dégénéré » qu'il faut défendre « inconditionnellement ». Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie tout d'abord que la majorité identifie la monopolisation totale des forces productives par une classe sociale (la bureaucratie russe), sous le couvert de l'étatisation, avec la collectivisation socialiste.

Mais pour la majorité, la bureaucratie n'est pas une « classe », mais une « caste parasitaire ». Et ceci parce que la bureaucratie ne fait que participer à la répartition du produit économique russe, sans avoir une place propre dans les rapports de production. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement, une rupture avec le fondement de l'économie politique marxiste, pour laquelle « production » et « répartition » ne sont que deux aspects inséparables d'un seul processus. Il n'y a du revenu, selon Marx, que dans la mesure où il y a rapport de production. D'ailleurs déjà, Adam Smith savait ce que Germain, Frank, etc..., ignorent : que salaire, profit et rente, en tant que « revenus », sont indissolublement liés au travail, au capital et à la terre en tant que « facteurs de production ».

Cela signifie aussi la répudiation la plus complète de la conception de Marx et de Lénine sur l'Etat : en effet, selon cette conception, la monstrueuse croissance totalitaire de l'Etat bureaucratique russe ne peut que traduire une division de la société en classes et une opposition de ces classes qui va en s'aggravant.

Mais la bureaucratie ne peut pas être classe dans un seul pays, se plaint la majorité. En effet, elle ne le peut pas. La preuve, c'est qu'après cette guerre-ci, la bureaucratie est arrivée au pouvoir dans la plupart des pays de l'Europe centrale et balkanique, et qu'elle est en train de s'installer au pouvoir en Chine. Les réactions de la majorité face à l'évolution dans les pays de la zone russe sont franchement du domaine de l'arlequinade. Elles se résument dans cette constatation étourdissante : dans les pays du « Glacis », la bourgeoisie traditionnelle reste classe dominante ! Que cette bourgeoisie n'existe plus, qu'elle ait été enterrée depuis longtemps, qu'on soit en train de liquider ses derniers survivants (Mindszenty, etc...) ceci ne change rien à l'affaire pour la majorité. Préservons nos schémas et que le monde périsse, voilà sa devise.

Mais, même en laissant de côté l'importance théorique énorme de tous ces points, il est impossible de passer sous silence la signification *politique* de cette attitude.

L'essentiel, en effet, n'est pas seulement que tout ceci signifie une capitulation politique et idéologique devant le stalinisme. L'essentiel est que par ces positions, le P.C.I. et la « IV^e Internationale » deviennent des instruments supplémentaires de la mystification des masses. Avoir cette attitude signifie en fait : justifier par des sophismes l'exploitation et l'oppression; enseigner aux masses sous prétexte d'arguments « objectifs » (le caractère « progressif » de l'étatisation et de la planification) d'accepter d'être exploitées, pourvu que ce soit sous des formes « socialistes »; préparer pour demain une

nouvelle dégénérescence de la Révolution, en masquant ce qui a été l'essentiel dans la dégénérescence de la Révolution russe; et, plus concrètement, récupérer une partie de l'avant-garde déçue par le stalinisme et à l'empêcher de saisir la véritable signification de celui-ci.

Cette fonction objective de la «IV^e Internationale» comme instrument supplémentaire de la mystification des masses est apparue avec toute la clarté possible lorsqu'a éclaté l'affaire Tito. Là, dans la fameuse «lettre ouverte du Secrétariat de la IV^e Internationale au Parti Communiste Yougoslave», s'est exprimée pleinement la véritable ligne politique du trotskisme actuel, orienté vers le *redressement* et non pas vers la destruction révolutionnaire des partis staliniens et du stalinisme en général. Cette ligne voulait se justifier par une série de mensonges, plus cyniques les uns que les autres et par l'idéalisation honteuse du régime d'exploitation que Tito et sa clique bureaucratique imposent aux ouvriers et aux paysans yougoslaves. Ainsi, la seule chose — à peu près — que l'on trouvait critiquable dans le régime de Tito, c'étaient... les décorations qu'il distribue à ses généraux! A part cela, Tito récoltait une série de louanges (comme ayant «résolu la question nationale», etc...) et on laissait entendre qu'il suffirait d'une décision du Comité Central du P.C. yougoslave pour que celui-ci se transforme en parti révolutionnaire et pour que le pouvoir de Tito devienne un Etat ouvrier (non dégénéré, sans doute, celui-là). Cependant, jusqu'à la veille, le trotskisme officiel avait constamment expliqué que la Yougoslavie restait un Etat «fondamentalement capitaliste». Que s'était-il passé? La révélation publique d'une lutte entre deux cliques bureaucratiques, celle de Moscou et celle de Belgrade, lutte qui, dans les coulisses, se poursuivait depuis longtemps, suffisait donc pour transformer dans l'espace d'une nuit la Yougoslavie et la bureaucratie titiste? Elle suffisait de toute façon pour que la direction trotskiste piétine ses propres «analyses» antérieures et qu'elle adopte cette position paradoxale, que le pouvoir et le parti dirigeant en Yougoslavie, «Etat capitaliste», menaient une lutte «progressive» contre le pouvoir et le parti dirigeant en Russie, qui, cependant, comme tout le monde sait, est un «Etat ouvrier». Elle suffisait aussi pour que la direction trotskiste foule aux pieds la constatation fondamentale, mille fois faite par Trotsky et sur laquelle se base l'existence de la «IV^e Internationale», à savoir que le stalinisme dans son ensemble et chaque parti stalinien pris séparément sont irredressables, d'où la nécessité de nouveaux partis révolutionnaires dans tous les pays. Elle suffisait enfin pour que la direction trotskiste viole complètement le principe de toute politique révolutionnaire qui est d'enseigner toujours la vérité à la classe et à son avant-garde.

Un des points les plus instructifs de l'ensemble de l'affaire fut de voir la plus grande partie de la majorité du P.C.I. français, qui se désolidarisait en paroles de l'attitude du Secrétariat International, non seulement s'abstenir de toute lutte politique véritable contre cette orientation ultra-opportuniste, mais contribuer positivement, au cours du Comité Exécutif International d'octobre, à enterrer l'affaire. Cette triste comédie prouve encore une fois l'insincérité politique et la complicité de clan qui règnent dans les directions trotskistes actuelles.

L'affaire Tito a prouvé, pour nous, la dégénérescence irrémédiable du trotskisme actuel et le rôle positivement nocif qu'il joue dans la lutte pour la démystification du prolétariat.

III. — La question que tous les ouvriers avancés posent avec angoisse actuellement, c'est la question de la nature des partis «communistes» staliniens et de leur politique. Après avoir longtemps hésité, les épigones de Trotsky sont enfin, en 1947, arrivés à donner une réponse «théorique» à cette question: le stalinisme est un «réformisme d'un type nouveau». A moins que «type nouveau» dans cette phrase — et ces «théoriciens» n'ont jamais expliqué ce qu'ils entendaient par là — ne signifie «type non réformiste», la stupidité de cette affirmation saute aux yeux. Ces intrépides «marxistes» ont perdu toutes les occasions, jour après jour, de nous expliquer comment un nouveau réformisme *sans réformes* peut naître à l'époque de la crise mortelle de la démocratie capitaliste, comment et pourquoi ce «réformisme» est arrivé à exproprier la bourgeoisie dans tous les pays de la zone russe, comment et pourquoi il arrive aujourd'hui à bouleverser la structure sociale de la Chine, mais, chose encore plus grave, ils ont aussi perdu l'occasion de jamais montrer aux masses que le stalinisme et sa lutte contre la bourgeoisie obnubilent, pourquoi la destruction effective de la bourgeoisie dans les pays où les Partis «communistes» prennent le pouvoir ne signifie nullement une libération sociale, mais l'installation d'un régime d'exploitation et d'oppression au moins aussi lourd que celui de la bourgeoisie.

La raison profonde de ces lamentables contradictions est celle-ci: le trotskisme actuel nie qu'il y ait un problème de la bureaucratie; il nie que la bureaucratie représente une formation sociale indépendante, qu'elle exploite pour son propre compte le prolétariat dans les pays où elle prend le pouvoir, qu'elle tend à prendre le pouvoir dans tous les pays. Sous cette forme, le problème de la vraie lutte contre la bureaucratie n'existe pas pour lui. L'objectif du prolétariat pour le trotskisme actuel est resté ce qu'il était il y a un siècle: exproprier la bourgeoisie. Mais cet objectif commence à être réalisé — non pas par le prolétariat, mais par la bureaucratie. Ceci, le trotskisme ne peut pas le reconnaître car le reconnaître signifierait pour lui reconnaître qu'il s'est trompé sur toutes les questions qu'il considère comme essentielles. Davantage même, ceci signifierait que l'existence d'une «IV^e Internationale», ayant comme programme essentiel l'expropriation de la bourgeoisie, deviendrait sans objet, puisque ce programme est, en fait, celui que le stalinisme a et réalise constamment. Ne pouvant reconnaître ce fait fondamental, la «IV^e Internationale» non seulement est obligée de mentir constamment sur la véritable activité du stalinisme, mais aussi d'affubler celui-ci de caractéristiques imaginaires. Ceci explique pourquoi les conceptions comme «stalinisme = réformisme», «pays de la zone russe = pays bourgeois», «Russie = Etat ouvrier qu'il faut défendre», etc... Ceci explique aussi pourquoi la «IV^e Internationale», sur la base de son *programme* et de son *idéologie*, est incapable de mener la tâche fondamentale d'une organisation révolutionnaire à la période actuelle, qui est d'expliquer et de clarifier aux masses que l'objectif de la révolution prolétarienne ne peut être simplement l'expropriation de la bourgeoisie et la «planification», mais l'abolition aussi bien de la bourgeoisie que de la bureaucratie, la suppression de la distinction entre dirigeants et exécutants dans l'économie et dans la société, la gestion propre de l'économie par les travailleurs.

IV. — La même attitude de bavardages vides s'exprime dans la «position» de la direction trotskiste sur la question de la perspective de la guerre. Depuis le mois de mars 1948, où notre tendance a

expliqué devant le Parti pourquoi la perspective d'une troisième guerre mondiale est inscrite objectivement dans la réalité avec une nécessité absolue, comme un moment crucial exprimant la tendance vers la concentration mondiale des forces productives entre les mains d'un seul impérialisme, nous avons vu, avec étonnement et dégoût, les « théoriciens » majoritaires s'en prendre à l'idée de la guerre à venir, indépendamment de tout contexte théorique et se livrer à une basse démagogie contre nous en déclarant que la guerre n'était pas « fatale », que nous étions défaitistes par rapport à la révolution, etc., etc. Le passage consacré à cette question, dans la thèse de la majorité pour le V^e Congrès du P.C.I. est assez éloquent par lui-même : « Il est évident qu'en l'absence de révolution prolétarienne victorieuse, la guerre, en fin de compte, est inéluctable, mais il reste à fixer les délais et les rythmes... la guerre mondiale est l'aboutissement de tout un processus économique et social dont les chaînons les plus importants sont la disparition du danger révolutionnaire immédiat (défaites ou acceptation de la guerre) et l'impasse économique, conditions qui, aujourd'hui, ne sont pas encore réalisées. De plus, la bureaucratie du Kremlin conserve sa politique de cohabitation pacifique et préfère un compromis à une politique de force. Les derniers événements diplomatiques le montrent. Sans exagérer la portée de ceux-ci ni cacher la difficulté d'un tel compromis, nous ne nous trouvons pas face à une guerre imminente. » Sans insister sur le plan où se situe la discussion, juste au niveau d'un mauvais journalisme, il faut noter le caractère artificiel et gratuit de ces affirmations volontairement ambiguës et brouillées. Quels sont les « délais et les rythmes » qu'il s'agit de fixer ? Depuis quand l'analyse marxiste des tendances fondamentales de l'évolution est-elle remplacée par des prévisions météorologiques sur le temps des jours à venir ? En quoi l'impasse économique n'est-elle pas réalisée ? Et comment cette idée se concilie-t-elle avec la conception qui est à la base de toutes les thèses majoritaires, selon lesquelles « le capitalisme n'a pas réussi à dépasser sa crise issue de la deuxième guerre mondiale » ? Pourquoi la guerre n'est-elle possible qu'après la défaite du prolétariat ? Quelle fut, par exemple, cette défaite en 1914 ? Où, dans quel pays, y a-t-il un « danger révolutionnaire immédiat » ? Pourquoi la bureaucratie stalinienne préfère (le mot est admirable) un compromis ? Est-ce que la guerre est affaire de « préférences » des cliques dominantes ?

Nous n'avons jamais rien trouvé d'autre dans les « analyses » des épigones de Trotsky que ces descriptions journalistiques, ces affirmations gratuites, ces préoccupations artificielles, car coupées de tout contenu réel, de tout point de vue de classe : montée ou recul, offensive de la bourgeoisie ou du prolétariat, guerre ou pas guerre. Il est facile de voir qu'un sérieux journaliste bourgeois est beaucoup plus profond dans ses analyses que ces « marxistes ». Il n'y a rien d'étonnant là-dedans : la bourgeoisie se place à un point de vue qui est réel, car il exprime les intérêts d'une classe qui représente une réalité sociale. De ce point de vue, les « théoriciens » trotskistes ne représentent rien ; ayant depuis longtemps abandonné le marxisme, qui pouvait, à défaut d'un contact avec la masse ouvrière, leur donner un point de vue objectif sur la réalité, ils ne sont en définitive qu'un minuscule appendice de la bureaucratie stalinienne, dont ils aident le travail de mystification des masses.

V. — En ce qui concerne la construction d'une organisation révolutionnaire, la direction du P.C.I., après avoir lourdement ironisé

sur « l'intellectualisme » de ceux qui, comme nous, voulaient mettre l'éducation des militants au premier plan des tâches, découvre maintenant l'importance de ce secteur, en oubliant toutefois que pour éduquer les autres, il faut d'abord être éduqué soi-même. D'autre part, fixer à l'organisation des objectifs sans aucun rapport ni avec ses possibilités, ni surtout avec les nécessités de l'heure, telle cette agitation large, superficielle et permanente que mène la direction trotskiste depuis des années, signifie que l'on se soucie beaucoup plus de maintenir la fiction, mieux : le bluff d'un « Parti » (qui en fait n'est qu'un groupe extrêmement restreint et politiquement plus que faible) que de faire du travail révolutionnaire efficace dans le cadre des possibilités existantes.

Pour nous résumer, il est clair que nous divergeons avec le trotskisme actuel à peu près sur tous les points sur lesquels une divergence est possible, à savoir sur l'évolution historique depuis 1914, sur le programme de la révolution prolétarienne, sur la situation actuelle et sur les tâches immédiates.

Donc, si nous quittons aujourd'hui le trotskisme ce n'est pas sur la simple base de « désaccords » si importants et si nombreux soient-ils ; c'est sur la base plus profonde d'une prise de conscience du rôle de celui-ci dans le mouvement ouvrier et de son incompatibilité avec l'avant-garde révolutionnaire. Depuis dix ans le trotskisme tire un immense chèque sans provision sur la mémoire de Trotsky et le prestige du bolchevisme. Par sa phraséologie, il attire à lui les ouvriers d'avant-garde mais ne leur fournit aucun élément qui leur permette de comprendre le sens de leur époque et de lutter contre la bureaucratie ; tout au contraire, sa politique à l'égard de l'U.R.S.S. et du stalinisme jette ces ouvriers dans le désarroi et les conduit à la démoralisation. L'immense roulement qui s'opère dans les rangs du parti depuis des années, est en lui-même significatif. Comme nous l'écrivions dans notre texte de mars 1948, « la IV^e est un rouage dans la machine de mystification du prolétariat. Tout se passe comme si son rôle consistait à récupérer l'avant-garde qui échappe aux partis traîtres et à lui masquer le problème de son émancipation des bureaucraties en lui présentant le mythe de l'âge d'or bolchevick. Ce rôle apparaît matériellement sur le terrain organisationnel où l'on voit se réaliser une tragique consommation des ouvriers d'avant-garde qui, après avoir été attirés par la phraséologie révolutionnaire des partis trotskistes, sont épuisés par le travail pratique, réduits au rôle d'exécutants des couches intellectuelles et finalement rejetés après épuisement hors de l'Organisation, perdus le plus souvent pour tout travail politique. »

Quant à nous, nous avons tiré les leçons qu'il convenait de tirer de notre expérience au sein du P.C.I. Nous avons le sentiment que pour la première fois se détache du trotskisme un groupe qui prenne conscience de la mystification de celui-ci sur un plan total et qui se cristallise non pas sur une analyse de détail mais sur une conception d'ensemble de la société actuelle et de la dynamique historique. Nous ne partons pas pour nous rallier à quelque mouvement centriste du type R.D.R. ou pour rentrer chez nous, mais pour jeter les fondements d'une future organisation révolutionnaire prolétarienne. Ceux qui encore au sein du P.C.I. découvriront plus tard que nous sommes dans la voie juste sauront nous rejoindre.

Saluts communistes.

Paris, le 28 Février 1949.